

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Transports, le 20 mai 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du (...) portant exécution de la directive du Conseil des Communautés européennes du 21 décembre 1988 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant les produits de construction", a donné le 28 mai 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 20 mei 1996 door de Minister van Vervoer verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoering van de wet van (...) houdende uitvoering van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 december 1988 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen der Lid-Staten inzake voor de bouw bestemde produkten", heeft op 28 mei 1996 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est par les éléments ci-après :

- "1) La Commission Européenne a stipulé à l'article 22 de la Directive 89/106, la transposition avant le 27 juin 1991, et les services de la Commission ont fait savoir que le recours contre l'Etat belge sera poursuivi incessamment.
- 2) la non-transposition en droit belge à ce moment pourrait léser très sérieusement les firmes et organismes belges, producteurs ou consommateurs de produits belges".

*

*

*

OBSERVATIONS PREALABLES.

1. Le Conseil d'Etat s'étonne du retard considérable mis à élaborer l'arrêté en projet et du délai très bref dans lequel l'avis lui est demandé, alors que dès le 22 mai 1991, il avait, dans l'avis L. 20.673/8 constaté qu'un texte, à lui soumis et quasiment identique, manquait de base légale et fourni d'utiles précisions pour assurer rapidement l'élaboration de la loi qui devait fournir cette base.

.../...

2. En vertu, d'une part, des articles 2 et 3 de la loi du 25 mars 1996 portant exécution de la directive du Conseil du 21 décembre 1988 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant les produits de construction et, d'autre part, de l'article 14, 1^o, a), de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, l'arrêté en projet doit faire l'objet d'une délibération en Conseil des ministres et d'un avis préalable de l'inspecteur des finances.

Interrogé à propos de ces deux formalités, le fonctionnaire délégué est resté en défaut d'apporter la preuve qu'elles ont été accomplies.

C'est, dès lors, sous réserve de l'accomplissement de ces formalités préalables que le projet est examiné.

Ce qui précède amène le Conseil d'Etat à limiter ses observations à celles qui lui paraissent les plus fondamentales.

OBSERVATIONS GENERALES.

1. S'il reproduit assez fidèlement les règles de droit matériel figurant dans la directive 89/106/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant les produits de construction, le projet ne contient pas diverses dispositions dont

.../...

l'adoption est pourtant indispensable afin de conférer aux règles envisagées une effectivité comparable à celle de la réglementation d'origine strictement nationale.

L'auteur du projet, pour transposer la directive, ne peut, en effet, se contenter de la réécrire sans y apporter les précisions nécessaires à son application en droit interne.

Le projet comporte, à cet égard, de graves lacunes :

- 1° l'article 9 s'abstient de désigner l'autorité appelée à autoriser la mise sur le marché de certains produits non conformes aux spécifications techniques européennes, ainsi que de déterminer les règles de forme et de procédure suivant lesquelles cette compétence devra être exercée;
- 2° les articles 10, 11 et 13 omettent de désigner l'organe habilité à délivrer les agréments techniques européens et de fixer les modalités d'octroi de ces agréments;
- 3° l'article 16 n'indique pas l'autorité compétente pour proposer à la Commission la liste des spécifications techniques nationales auxquelles le bénéfice de la présomption de conformité aux exigences essentielles devrait être reconnu;
- 4° l'article 21 n'organise pas la procédure d'agrément des organismes de certification appelés à intervenir dans l'attestation de la conformité des produits;

.../...

- 5° l'article 22 s'inspire de l'article 21 de la directive et prévoit que lorsqu'un produit de construction ne répond pas aux exigences des articles 2 et 4 du projet, toutes mesures utiles peuvent être prises pour retirer ce produit du marché, pour interdire sa mise sur le marché ou pour en restreindre la libre circulation; mais le texte ne précise pas quelles sont ces mesures utiles et qui sera habilité à les prendre; la même remarque vaut pour l'article 23 qui n'indique pas qui sera habilité à procéder au retrait de la circulation des produits non vendus ou à faire effacer le marquage CE;
- 6° l'article 27, dont la rédaction est particulièrement obscure, ne précise, ni ce qu'il y a lieu d'entendre par "les dispositions nécessaires sont prises sur demande et au cas pas cas", ni l'autorité habilitée à les prendre.

Les dispositions précitées doivent en conséquence être revues fondamentalement, de manière à ce que, conformément à l'article 189 du Traité instituant la Communauté européenne et actes annexes, signés à Rome le 25 mars 1957, le projet assure de manière complète, effective et claire la transposition en droit interne de la directive 89/106/CEE.

2. L'article 29 du projet appelle une double observation :

- 1° aucune disposition de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles n'habilite le Roi à modifier, par arrêté ou par le biais d'un accord de coopération,

.../...

la nature des formalités prescrites par l'article 6, § 3, 4^o, et par le même article 6, § 4, 1^o, de ladite loi spéciale, et que l'Etat fédéral doit accomplir avant d'exercer ses compétences en matière de normes de produits; dans la mesure où l'article 29 est relatif à la concertation avec les Régions, il est dépourvu de toute base légale;

- 2^o en tant qu'il prévoit une concertation avec les membres du Gouvernement fédéral, l'article est superflu puisque les ministres sont appelés à contresigner tout arrêté d'exécution des lois chaque fois qu'il relève de leurs attributions.

En conséquence, l'article doit être omis.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

On complétera cet intitulé en précisant qu'il s'agit de la loi du 25 mars 1996.

Par ailleurs, le texte néerlandais de l'intitulé devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Préambule.

Alinéa 1er.

L'alinéa doit s'écrire :

"Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté européenne, notamment les articles 100 A et 189;".

Alinéas 2 et 3.

1. Ces alinéas doivent être intervertis.

2. L'alinéa 3, devenant l'alinéa 2, sera rédigé comme suit :

"Vu la directive 89/106/CEE du Conseil de la Communauté européenne du 21 décembre 1988 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant les produits de construction, modifiée notamment par la directive 93/68/CEE du 22 juillet 1993;".

3. L'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, doit s'écrire :

.../...

"Vu la loi du 25 mars 1996 portant exécution de la directive du Conseil des Communautés européennes du 21 décembre 1988 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant les produits de construction, notamment les articles 2, 3 et 4;".

Alinéa 4 (nouveau).

On introduira un alinéa nouveau visant l'avis de l'inspecteur des finances, avec mention de la date à laquelle cet avis aura été donné.

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 5).

L'alinéa vise l'accord de coopération du 17 juin 1991 entre l'Etat, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'assurance de la qualité technique dans la construction.

On remplacera cet alinéa par un considérant, placé à la fin du préambule, faisant état de l'accomplissement de la formalité de l'association des Régions (1). Ce considérant s'écrit :

"Considérant que les Régions ont été associées à l'élaboration du présent arrêté;".

(1) Voir l'observation générale 2, 1^o.

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 6).

Il faut écrire :

"Vu l'avis du Conseil d'Etat;".

Dispositif.

1. La présentation formelle du projet mérite d'être revue.

Afin d'améliorer sa lisibilité, il s'impose de diviser le texte en chapitres, en s'inspirant, par exemple, du modèle de la directive.

De même, les dispositions seront groupées de manière plus structurée.

Par ailleurs, le texte s'écartant souvent des règles de la légistique formelle, il s'impose, pour les respecter, de revoir l'ensemble du projet à la lumière du Code-formulaire de légistique, services du Premier Ministre, supplément au Moniteur belge du 2 juin 1982.

2. On complétera la liste des définitions contenue dans l'article 1er, en y ajoutant la notion de "comité permanent de la construction", en précisant qu'il est dénommé "le comité" dans la suite de l'arrêté.

.../...

3. Certains documents doivent être établis sur "avis" ou après "consultation" dudit comité.

Or, le projet omet parfois cette précision.

Ainsi, la définition de la notion "normes harmonisées" omet de faire référence à l'avis qui doit être émis par le comité.

De même, l'article 7 du projet fait référence à la liste des produits qui ont une faible incidence sur la santé et la sécurité, mais ne précise pas que cette liste est établie par la Commission après consultation du comité.

La remarque vaut aussi pour l'article 11, où il est question des règles de procédure communes que la commission est appelée à adopter, mais sans préciser que c'est après consultation du comité (cfr annexe II, 3, de la directive 89/106/CEE).

Enfin, l'article 14 du projet doit également être revu; l'article 11, § 3, de la directive indique, en effet, que les guides d'agrément technique sont publiés "après consultation du comité visé à l'article 19".

4. La définition de la "déclaration de conformité" (article 1er, avant-dernier tiret devenant l'8^o) ne correspond pas exactement à la notion qu'en donne la directive dont l'article 14, point 1, a) et b), vise une "déclaration de conformité" et un "certificat de conformité" qui constituent, en définitive, des attestations de conformité donnant le droit d'apposer le marquage "CE" sur le produit (article 14, point 2).

.../...

Le texte en projet doit être revu.

5. Le troisième tiret, devenant le 3^o, de l'article 4, est incomplet.

En effet, l'article 4, § 2, de la directive prévoit que le marquage CE atteste que les produits sont notamment conformes aux spécifications techniques nationales dans la mesure seulement où il n'existe pas de spécifications harmonisées. Cette dernière précision n'apparaît pas dans le texte en projet.

6. Il convient, d'une manière générale, de s'en tenir à la terminologie utilisée par la directive.

Ainsi, à l'article 8, alinéa 2, du projet, on remplacera les termes "normes techniques européennes" par les termes "spécifications techniques européennes".

De même, la directive 93/68/CEE du 22 juillet 1993 a systématiquement remplacé l'expression "marque CE" par l'expression "marquage CE".

Les articles 23 et 24 du projet doivent, dès lors, être adaptés.

7. Certains passages des annexes se bornent à faire référence à des dispositions de la directive. S'agissant de dispositions de nature normative, elles doivent figurer, non dans les annexes, mais dans le corps même de l'arrêté en projet.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

- "1) La Commission Européenne a stipulé à l'article 22 de la Directive 89/106, la transposition avant le 27 juin 1991, et les services de la Commission ont fait savoir que le recours contre l'Etat belge sera poursuivi incessamment.
- 2) la non-transposition en droit belge à ce moment pourrait léser très sérieusement les firmes et organismes belges, producteurs ou consommateurs de produits belges".

*

*

*

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. De Raad van State verbaast zich over de aanzienlijke vertraging opgelopen bij het uitwerken van het ontworpen besluit en over de zeer korte termijn waarbinnen hij om advies wordt verzocht, terwijl hij reeds op 22 mei 1991 in advies L. 20.673/8 vastgesteld had dat een praktisch identieke tekst die hem was voorgelegd, geen rechtsgrond bevatte en hij toen nuttige aanwijzingen had verstrekt met het oog op de spoedige totstandkoming van de wet die deze rechtsgrond moest verstrekken.

2. Over het ontworpen besluit moet in de Minister-raad worden beraadslaagd en het voorafgaande advies van de

inspecteur van financiën moet worden verstrekt, enerzijds krachtens de artikelen 2 en 3 van de wet van 25 maart 1996 tot uitvoering van de richtlijn van de Raad van 21 december 1988 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen der Lid-Statens inzake voor de bouw bestemde produkten, en anderzijds krachtens artikel 14, 1^o, a, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

Omtrent die twee formaliteiten om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde ambtenaar niet kunnen aantonen dat eraan voldaan is.

Het is derhalve onder voorbehoud van de vervulling van die twee voorafgaande formaliteiten dat het ontwerp onderzocht wordt.

Het vorenstaande brengt de Raad van State ertoe zijn opmerkingen te beperken tot die welke hem het belangrijkste lijken.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Ofschoon het ontwerp vrij getrouw de voorschriften van materieel recht overneemt die voorkomen in richtlijn 89/106/EEG van de Raad van 21 december 1988 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen der Lid-Statens inzake voor de bouw bestemde produkten, bevat het geen onderscheiden bepalingen waarvan het nochtans onontbeerlijk is dat ze

.../...

worden aangenomen om aan de voorgenomen regels een werkzaamheid te geven die vergelijkbaar is met die van de strikt nationale regelgeving.

Bij de omzetting van de richtlijn kan de steller van het ontwerp er zich niet mee vergenoegen ze te herschrijven zonder er de preciseringen in aan te brengen die noodzakelijk zijn voor de toepassing ervan in het interne recht.

In dat verband vertoont het ontwerp ernstige leemten :

- 1° artikel 9 bepaalt niet welke instantie ermee belast wordt toestemming te verlenen tot het in de handel brengen van bepaalde produkten die niet beantwoorden aan de Europese technische specificaties, en bepaalt evenmin de regels betreffende de vormen en de procedure volgens welke die bevoegdheid moet worden uitgeoefend;
- 2° de artikelen 10, 11 en 13 bepalen niet welk orgaan gemachtigd wordt de Europese technische goedkeuringen te verlenen en de nadere regels betreffende de toekenning van die goedkeuringen vast te stellen;
- 3° artikel 16 wijst niet de instantie aan die bevoegd is om aan de Commissie de lijst voor te stellen van de nationale technische specificaties die geacht moeten worden in overeenstemming te zijn met de fundamentele voorschriften;
- 4° artikel 21 regelt niet de procedure voor de erkenning van de certificatie-instanties die belast worden met

.../...

taken in verband met de conformiteitsverklaring betreffende de produkten;

- 5° artikel 22 is gebaseerd op artikel 21 van de richtlijn en bepaalt dat wanneer een voor de bouw bestemd produkt niet beantwoordt aan de eisen van de artikelen 2 en 4 van het ontwerp, alle passende maatregelen kunnen worden genomen om dat produkt uit de markt te nemen, om het op de markt brengen ervan te verbieden of om het vrije verkeer ervan te beperken; de tekst bepaalt echter niet wat die passende maatregelen zijn en wie gemachtigd wordt ze te nemen; dezelfde opmerking geldt voor artikel 23, dat niet aangeeft wie gemachtigd wordt om de niet-verkochte produkten uit de handel te nemen of om het EG-merkteken te laten verwijderen;
- 6° artikel 27, dat bijzonder onduidelijk is gesteld, geeft niet aan wat verstaan moet worden onder "worden op aanvraag en geval per geval alle nodige maatregelen genomen", en wijst evenmin de instantie aan die gemachtigd is die maatregelen te nemen.

De voornoemde bepalingen moeten bijgevolg grondig worden herzien opdat het ontwerp volledig, effectief en duidelijk voorziet in de omzetting van richtlijn 89/106/EEG in het interne recht, zulks overeenkomstig artikel 189 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de bijgevoegde akten, ondertekend te Rome op 25 maart 1957.

.../...

2. Omtrent artikel 29 van het ontwerp behoren twee opmerkingen te worden gemaakt :

- 1° geen enkele bepaling in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen machtigt de Koning om bij besluit of bij wege van een samenwerkings-overeenkomst de aard te wijzigen van de formaliteiten voorgeschreven bij artikel 6, § 3, 4°, en § 4, 1°, van de genoemde bijzondere wet, formaliteiten die de federale Staat moet vervullen alvorens zijn bevoegdheid uit te oefenen op het gebied van produktnormen; in zoverre artikel 29 betrekking heeft op het overleg met de Gewesten, mist het iedere rechtsgrond;
- 2° in zoverre het artikel voorziet in overleg met de leden van de federale Regering, is het overbodig, daar de ministers ieder besluit tot uitvoering van een wet dat tot hun bevoegdheid behoort moeten medeondertekenen.

Derhalve moet het artikel vervallen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Het opschrift moet worden aangevuld, waarbij gepreciseerd dient te worden dat het gaat om de wet van 25 maart 1996.

.../...

Men schrijve : "... van de wet van 25 maart 1996 tot uitvoering van de richtlijn ...".

Aanhef.

Eerste lid.

Het lid moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 100 A en 189;".

Tweede en derde lid.

1. Deze leden moeten onderling van plaats worden verwisseld.

2. Het derde lid, dat het tweede lid wordt, moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op richtlijn 89/106/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschap van 21 december 1988 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen der Lid-Staten inzake voor de bouw bestemde produkten, gewijzigd onder meer bij richtlijn 93/68/EEG van 22 juli 1993;".

.../...

3. Het tweede lid, dat het derde lid wordt, dient als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 25 maart 1996 tot uitvoering van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 december 1988 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen der Lid-Statens inzake voor de bouw bestemde produkten, inzonderheid op de artikelen 2, 3 en 4;"

Vierde lid (nieuw).

Er behoort een nieuw lid te worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar het advies van de inspecteur van Financiën, met vermelding van de datum waarop dat advies zal gegeven zijn.

Vierde lid (dat het vijfde lid wordt).

Het lid verwijst naar het samenwerkingsakkoord van 17 juni 1991 tussen de Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de bouwtechnische kwaliteitszorg.

.../...

Dit lid moet vervangen worden door een considerans die aan het einde van de aanhef komt te staan en die gewag maakt van het vervullen van de formaliteit inzake de betrokkenheid van de Gewesten (1).

"Overwegende dat de Gewesten betrokken zijn bij het ontwerpen van dit besluit;"

Vijfde lid (dat het zesde lid wordt).

Men schrijve :

"Gelet op het advies van de Raad van State;"

Bepalend gedeelte.

1. De formele inrichting van het ontwerp zou moeten worden herzien.

Om de leesbaarheid van de tekst te verbeteren moet hij worden ingedeeld in hoofdstukken, bij voorbeeld naar het model van de richtlijn.

Evenzo dienen de bepalingen op een meer gestructureerde wijze te worden gegroepeerd.

(1) Zie algemene opmerking 2, 1^o.

Aangezien de tekst dikwijls afwijkt van de regels van de wetgevingstechniek, is het bovendien geboden, wil men deze regels in acht nemen, de gehele tekst te herzien in het licht van de Codex-legistiek, diensten van de Eerste Minister, bijvoegsel bij het Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982.

2. De in artikel 1 vervatte lijst van de definities moet worden aangevuld door toevoeging van het begrip "Permanent comité voor de bouw", waarbij wordt vermeld dat dit comité verder in het besluit "het comité" wordt genoemd.

3. Bepaalde documenten moeten worden opgemaakt na "advies" of na "raadpleging" van het genoemde comité.

In het ontwerp wordt soms evenwel verzuimd die precisering aan te brengen.

Zo wordt in de definitie van het begrip "ge-harmoniseerde normen" verzuimd te verwijzen naar het advies dat door dit comité moet worden uitgebracht.

Evenzo wordt in artikel 7 van het ontwerp verwezen naar de lijst van de produkten die een geringe rol spelen op het vlak van de volksgezondheid en de veiligheid, maar wordt niet vermeld dat deze lijst wordt opgesteld door de Commissie na raadpleging van het comité.

.../...

De opmerking geldt eveneens voor artikel 11 waarin sprake is van de gemeenschappelijke procedureregels die de commissie moet aannemen, maar zonder dat wordt vermeld dat dit geschiedt na raadpleging van het comité (cfr. bijlage II, 3, van richtlijn 89/106/EEG).

Artikel 14 van het ontwerp, ten slotte, moet eveneens worden herzien; in artikel 11, lid 3, van de richtlijn wordt immers vermeld dat de richtlijnen voor de Europese technische goedkeuring worden bekendgemaakt "na raadpleging van het in artikel 19 bedoelde comité".

4. De definitie van "conformiteitsverklaring" (artikel 1, voorlaatste streepje, dat 8° wordt) stemt niet helemaal overeen met het begrip dat wordt omschreven in de richtlijn; in artikel 14, punt 1, a) en b) van de richtlijn is immers sprake van een "conformiteitsverklaring" en een "conformiteitscertificaat", welke al bij al conformiteitsattesten vormen die het recht verlenen om het EG-merkteken op het produkt aan te brengen (artikel 14, punt 2).

De ontworpen tekst moet worden herzien.

5. De bepaling onder het derde streepje, dat onderdeel 3° van artikel 4 wordt, is onvolledig.

Artikel 4, lid 2, van de richtlijn bepaalt immers dat het EG-merkteken aangeeft dat de produkten onder meer in overeenstemming zijn met de nationale technische specificaties voor zover er geen geharmoniseerde specificaties bestaan. Deze laatste precisering komt niet voor in de ontworpen tekst.

.../...

6. Algemeen gesteld, dient men te blijven bij de in de richtlijn gebruikte terminologie.

Zo dienen in de Franse tekst van artikel 8, tweede lid, van het ontwerp de woorden "normes techniques européennes" vervangen te worden door de woorden "spécifications techniques européennes".

Evenzo is in richtlijn 93/68/EEG van 22 juli 1993 de uitdrukking "EG-merkteken" stelselmatig vervangen door de uitdrukking "CE-markering".

De artikelen 23 en 24 van het ontwerp moeten bijgevolg worden aangepast.

7. Sommige passages van de bijlagen bepalen zich ertoe te verwijzen naar bepalingen van de richtlijn. Aangezien het bepalingen van regelgevende aard betreft, moeten zij niet in de bijlagen worden opgenomen, maar in de tekst zelf van het ontworpen besluit.

La chambre était composée de :

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

Le rapport a été présenté par M. P. ERNOTTE, auditeur. La note du Bureau de Coordination a été rédigée et exposée par Mme P. VANDERNACHT, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. ERNOTTE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegeleicht door Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.